



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Secteur Cambacérès - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunts à la SA3M - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le site du quartier Cambacérès, localisé sur les communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures jumelées que sont l'autoroute A9 déplacée et le Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) mis en service en 2017. Il constitue aussi le site d'accueil de la gare Montpellier Sud de France - Pôle d'Echange Multimodal (PEM) - mise en service en juillet 2018. Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) a identifié ce territoire comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) – devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - et créé une ZAC sur 60 ha, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) à échéance de sa livraison. L'opération d'aménagement est en phase opérationnelle et nécessite des financements afin de répondre à plusieurs besoins : acquisitions foncières (notamment auprès des propriétaires publics), travaux préparatoires à l'extension du tramway, travaux de viabilisation préparant les premières commercialisations de lots d'immobilier d'entreprises, travaux liés aux bassins hydrauliques, finalisation des travaux d'amélioration de la desserte du PEM de la Gare Sud de France notamment. Enfin, il va être nécessaire de réaliser des études liées aux impacts du futur Plan d'Exposition au Bruit sur cette opération d'aménagement.

La concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par Montpellier Méditerranée Métropole au service des intérêts et tous frais y afférent ainsi qu'au remboursement des emprunts contractés par la SA3M pour la réalisation de l'opération. Cette garantie peut en outre être demandée à d'autres personnes, notamment à tout actionnaire de la SA3M. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au profit de la collectivité concédante.

Aussi, la SA3M après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur deux emprunts :

Le premier, d'un montant de 16 600 000 €, est à contracter auprès de *La Banque Postale*. Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant : 16 600 000 € ;
- Durée : 8 ans ;
- Différé d'amortissement d'un an ;
- Taux fixe : 0,47% ;
- Amortissement constant ;
- Périodicité : annuelle ;
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle ;
- Commission d'engagement : 0,10% soit 16 600 € ;
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Le second, d'un montant de 7 000 000 €, est à contracter auprès de la *Caisse des Dépôts et Consignations*. Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant : 7 000 000 € ;
- Durée : 7 ans ;
- Amortissement : progressif ;
- Périodicité : mensuelle ;
- Taux d'intérêt annuel : 0,45% ;
- Taux de période : 0,04% ;
- Taux effectif global : 0,45% ;
- Pas de frais de dossier ni de commission d'engagement ;
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle ;
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la garantie d'emprunt à la SA3M, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales ;
- garantir 80% de l'emprunt de 16 600 000 € sollicité par la SA3M auprès de *La Banque Postale*, soit 13 280 000 € ;
- garantir 80% de l'emprunt de 7 000 000 € sollicité par la SA3M auprès de *La Caisse des Dépôts et Consignations*, soit 5 600 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêt et à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-91313-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.